



PRINTEMPS  
AVRIL 2011

ÉDITORIAL

## Sous Harper, le Canada s'est déshonoré dans ses engagements internationaux: c'est assez!

Dans ce numéro :

BILAN DE NOTRE LEVÉE DE FONDS 2011	3
PROJET DE COOPÉRATION DE SLAM:	4
LE CA ÉLARGI 2011	5
STAGE AU GUATEMALA	6
JOSI 2010 ET 2011	7
SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET RÉFORME AGRAIRE	8
PRINTEMPS ARABE: QUESTION À LA SOLIDARIÉTÉ INTERNATIONALE	10

Depuis ses débuts comme ONG, il y a plus de 25 ans, SLAM s'est solidarisé avec les luttes de libération des peuples d'Amérique centrale contre des régimes dictatoriaux, soutenues par l'empire étatsunien, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à commencer par celui de choisir d'autres modèles de développement axés sur la justice sociale. C'est ce droit fondamental que SLAM a toujours demandé aux différents gouvernements canadiens de respecter en contribuant par voie diplomatique au processus de paix et de démocratisation des pays de cette région et de toute autre dans le monde. Certains y ont répondu favorablement. Malheureusement, il en est tout autrement aujourd'hui.

Jamais n'aura-t-on vu au Canada un gouvernement, minoritaire en plus, opérer un tel changement dans la politique extérieure canadienne sans aucun débat public! S'étonnera-t-on que notre pays n'ait pas été choisi en 2010 comme membre du Conseil de sécurité de l'ONU comme cela arrivait depuis 6 décennies? Rappelons quelques faits :

-Renforcement de la participation militaire du Canada dans la «guerre anti-terroriste» en Afghanistan (58 millions de dollars par jour en 2009-2010), contre la volonté d'une majorité de la population. Remise de prisonniers afghans aux autorités locales reconnues pour leur pratique de la torture et soutien sans réserve aux violations des droits par Israël lors des bombardements du Sud-Liban et de Gaza.

-Augmentation sans précédent des dépenses militaires qui totaliseront 490 milliards

de dollars en 2020 pendant que diminue la contribution de notre pays à l'aide internationale (0,28% de notre PNB en 2010), ce qui nous range parmi les pays riches les moins généreux. Achat de 65 avions de chasse F-35 prévu dans le prochain budget sans appel d'offres et en cachant le coût réel (entre 20 à 30 milliards de dollars). Recrutement des forces armées dans les écoles.

-Rupture avec l'esprit de partenariat entre l'ACDI et les organismes de coopération internationale (OCI) désormais soumis à un système concurrentiel d'appels de propositions qui exclut l'apport inestimable des ONG partenaires du Sud et l'expertise de nos OCI comme acteurs de la société civile canadienne dans l'élaboration des orientations de l'aide au développement international. Censure et coupure de subventions aux organismes tenant des positions jugées contraires à celle du gouvernement canadien.

-Complicité avec la grande industrie extractive canadienne en faisant battre à la Chambre des Communes, à la fin d'octobre 2010, le projet de loi C-300 qui visait à encadrer la responsabilité sociale et environnementale de cette industrie à l'étranger. Or, nous assistons à l'émergence de plus en plus de luttes de résistance de communautés locales contre les dommages causés par certaines de ces compagnies canadiennes. Les pays d'Amérique centrale, et le Guatemala en particulier où SLAM intervient, sont particulièrement touchés.

## ÉDITORIAL (suite)

-Signature tardive et sans conviction de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

### Quoi faire pour endiguer cette dérive?

-SLAM, pour sa part, entend acheminer une lettre à tous les candidats, candidates des 4 principaux partis en lice dans la région des Laurentides, avec copie aux médias régionaux, les enjoignant à se prononcer sur la nécessité de mettre fin à cette orientation militariste et de lancer un vaste débat public sur la politique étrangère canadienne (incluant l'aide internationale) et le rôle de l'armée. Nous comptons inviter nos organismes partenaires de la région à signer cette lettre ou à la reprendre à leur propre compte.

-Nos concitoyens, concitoyennes des Laurentides sont invités, pour leur part à :

- Signer la Déclaration «Pour en finir avec la logique de guerre et de domination». Voir le site [www.echecalaguerre.org](http://www.echecalaguerre.org)
- Consulter le site de la coalition *Pas de démocratie sans voix*. Voir le site [www.pasdedemocratiesansvoix.qc.ca](http://www.pasdedemocratiesansvoix.qc.ca)
- Participer à l'initiative *Impôts pour la paix*; une façon simple de signifier concrètement notre désaccord à la politique militariste actuelle - voir le site [www.consciencecanada.ca](http://www.consciencecanada.ca)
- Voter pour un candidat ou une candidate progressiste de son comté, favorable à nos revendications, et inciter ses proches, amis et collègues à en faire autant.

## BILAN DE NOTRE LEVÉE DE FONDS 2011

Par l'équipe de levée de fonds 2011

### Cher(E) ami(E) de SLAM,

**La campagne de levée de fonds** est arrivée à échéance. **Nous remercions tous nos donateurs** de leur générosité. Nous avons recueilli 9,115 \$ dont un don spécial de 4,000 \$ visant spécifiquement le projet poursuivi en collaboration avec le CCDA (voir l'article en pièce jointe).

Dans le contexte actuel de coupures, votre contribution constitue un apport essentiel à la poursuite de nos projets de coopération. Nous vous rappelons que les organismes privés et publics susceptibles d'offrir du financement nous **demandent d'assumer une partie (25%) des coûts**. Ce sont d'ailleurs les dons des amis de SLAM qui ont permis **de débiter le projet Vers la souveraineté alimentaire** avec

avec notre nouveau partenaire le CCDA, tout en obtenant l'aide du Fonds Louise-Grenier. Mentionnons enfin, à l'intention des retardataires, qu'il est **encore temps d'envoyer vos dons**.

Au cours de cette campagne, **ce fut un grand plaisir de communiquer avec vous** au moyen de capsules courrielles. Nous espérons vous avoir **mieux fait connaître le Guatemala ainsi que l'action de SLAM en ce pays**. Nous recevons toujours avec plaisir vos commentaires.



Projet « Sur la route de Naranjo »

### Votre équipe de levée de fonds 2011

Claire Contant, Monique Lapierre et Yves Nantel

« Dans un contexte actuel de coupes budgétaires, votre contribution constitue un apport essentiel... »

Par Monique Lapierre

## PROJETS DE COOPÉRATION DE SLAM: Voici notre nouveau né

Depuis janvier dernier, le projet *Vers la souveraineté alimentaire* a vu le jour. Il nous fait plaisir de vous présenter ici ce projet qui met SLAM en interaction avec un nouveau partenaire au Guatemala et un nouveau bailleur de fonds ici même au Québec.

Ce projet s'adresse à six communau-



Le premier atelier avec les promoteurs agricoles.

tés indigènes et paysannes de 3 régions de l'ouest du pays : Solola, Suchitepéquez et Retalhuleu. Pour lutter contre la pauvreté qui y sévit, **la cible** du projet sera le renforcement des capacités productives de **436 de ses petits producteurs agricoles**. L'amélioration du rendement de leur travail agricole se traduira par une amélioration de leur niveau de vie et de la diète alimentaire de leurs familles.

Voici les **activités qui seront déployées** afin d'atteindre ces objectifs :

- Des cours en agriculture formeront 12 nouveaux promoteurs et promotrices dans le domaine agricole. Une fois formées, ces personnes (2 par communauté) assumeront l'aide aux petits producteurs au cours des activités suivantes :
1. Mise en place de 436 jardins familiaux : fournitures de semences de maïs et d'engrais; conseil/accompagnement dans

l'application de méthodes de culture biologique.

2. Élevage de chèvres et de «*peligueyes*» pour la production laitière et de viande. Utilisation du fumier comme engrais dans les jardins familiaux.
3. Amélioration de la production de café : conseil/accompagnement sur l'entretien des plants et sur l'utilisation d'engrais et de pesticides biologiques. Aussi, création d'une pépinière à caféiers destinée à remplacer les vieux plants ou à augmenter le volume des plantations.

- Le programme *Communautés en apprentissage* s'adresse à 6 leaders de chacune des 6 communautés. Il vise à les rendre aptes à présenter eux-mêmes des demandes de soutien financier à leur municipalité par le biais des programmes disponibles.

- Pour la communauté d'El Esfuerzo, plus pauvre que les autres, approvisionnement en eau potable et amélioration de leur école primaire.

La mise en œuvre de toutes ces activités sera assurée par un nouveau partenaire de SLAM, le **Comité Campesino del Altiplano** (CCDA). Son président, Leocadio Juracan, est venu rencontrer les membres de SLAM à deux reprises, soit en décembre 2008 et en mars 2010. Fondé en 1982, le CCDA est actif dans 11 des 22 départements du Guatemala. Sa défense des intérêts des populations indigènes paysannes a amené l'organisme à s'orienter vers la promotion de l'agriculture issue des petits agriculteurs. L'objectif

poursuivi est celui de la souveraineté alimentaire: parvenir à une production agricole assurant le développement des communautés concernées. Pour parvenir à cet objectif, le CCDA a su obtenir l'aide de diverses ONG européennes ou

**« ...la cible du projet sera le renforcement des capacités productives de 436 de ses petits producteurs. »**

canadiennes. De plus, le CCDA interpelle l'État guatémaltèque de diverses manières, notamment en réclamant une Loi de la réforme agraire.

C'est en début octobre que nous avons appris officiellement par l'AQOCI que le Fonds Louise-Grenier, de la région de Québec, était prêt à recevoir des projets



De jeunes plants de café Arabica

de coopération d'une valeur maximum de 35 000 \$, le Fonds s'engageant pour 75% alors que l'organisme aidé doit fournir la contrepartie de 25%. Le projet soumis et son budget furent acceptés tels quels : c'est ainsi que le Fonds Louise-Grenier financera notre projet à hauteur de 20 412 \$ alors que SLAM assumera de son côté 6 800 \$. Les activités permettant l'atteinte des objectifs se réaliseront tout au cours de l'année 2011. Les 436 familles visées représentent 2 616 personnes.

## LE CA ÉLARGI SOUS LES THÈMES DU: Commerce équitable et des Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI)

En février dernier, les membres du CA et des divers comités de SLAM se sont rencontrés pour la tenue d'un CA élargi. En première partie de journée, l'objectif était de réfléchir à de nouvelles orientations pour le comité commerce équitable (CE), tandis que pour la seconde moitié de la journée la réflexion devait porter sur les *Journées québécoises de la solidarité internationale* (JQSI). Pour faciliter la discussion et nous permettre d'atteindre nos objectifs, nous avons eu recours aux services de madame Solange Richard, membre de SLAM, pour animer la rencontre. Son travail fut grandement apprécié.

### Mise en contexte — Comité du commerce équitable (CE)

La nécessité de réfléchir sur le commerce équitable est née d'un besoin exprimé par le comité CE. Dû en partie à son travail de sensibilisation du public, le comité sentait le besoin de rafraîchir son discours et d'être à jour face aux nouveaux enjeux du commerce équitable.

Voici les questions soulevées par le comité :

1. Comprendre la critique qui est faite actuellement sur le commerce équitable (CE) ;
2. Situer l'évolution (la problématique) du dossier CE ;
3. S'approprier la réflexion des grands joueurs et des intellectuels sur la question ;
4. Préciser l'importance pour SLAM de faire de la sensibilisation sur le CE.

- 4.1 Comment SLAM se positionne
- 4.2 Les actions concrètes à envisager

Afin d'alimenter la réflexion et de nous faire part des derniers développements

en lien avec ces questions, nous avons invité monsieur Jean-Frédéric Lemay, co-auteur du livre « Commerce équitable – Les défis de la solidarité ». ».



Commerce équitable – Les défis de la solidarité, Louis Favreau, Jean-Frédéric Lemay et Christophe Maldidier, Presse de l'Université du Québec.

M. Lemay a repris dans le cadre de sa conférence les principaux aspects de son livre qui touchent entre autres à :

- 1) La consommation responsable dans les pays du Sud : Quels contours ?
- 2) Le commerce équitable et la souveraineté alimentaire ;
- 3) Parler d'acteurs de changement ici et au Sud et non seulement des facteurs ;
- 4) Élargir le concept à la commercialisation solidaire et...
- 5) Organiser des communautés d'apprentissage entre producteurs du Sud et du Nord.

Les propos de M. Lemay ont permis d'amorcer une discussion très animée et enrichissante. Plusieurs idées ont été émises quant aux orientations que pourrait prendre le comité pour se redynamiser et rafraîchir son discours. Il

fut entendu que le choix de pistes d'actions à partir des orientations soumises lors du CA élargi reviendrait par la suite au comité CE. À ce propos, le comité CE a commencé à favoriser des actions lors de sa dernière rencontre en début mars. Voici un aperçu des orientations et des actions qui ont été retenues à la suite du CA élargi et de la rencontre du comité CE:

1. Mettre en valeur les mécanismes de domination Nord / Sud ;
2. Présenter les facteurs et les acteurs de changements ;
3. Expliquer le lien existant entre le commerce équitable et la souveraineté alimentaire.

Les principales actions retenues par le comité passent par le renforcement ou le développement de liens avec des institutions et organismes de la région, la promotion des produits équitables pour les levées de fonds dans les écoles, le développement d'un nouvel argumentaire qui tient compte de la souveraineté alimentaire lors de nos présentations, la mise en valeur du commerce équitable dans toutes les activités de SLAM et dans son site Internet et d'évaluer la faisabilité d'un projet de «ville équitable».

Comme on peut le constater, il y a beaucoup de travail en vue pour le comité CE. Par ailleurs, le comité vous invite à rester à l'affût des activités qu'il proposera au cours des mois à venir, notamment pendant la *Quinzaine du commerce équitable* en mai. Si vous avez des contacts ou des idées, n'hésitez pas à nous proposer des organismes ou institutions qui pourraient être intéressés à prendre le virage de la consommation équitable.

## LE CA ÉLARGI SOUS ... Suite

### Mise en contexte — Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI)

Chaque année depuis 2002, SLAM organise dans les Laurentides les *Journées québécoises de la solidarité internationale* (JQSI). Cet événement, qui a pour but de sensibiliser et de mobiliser la population sur différents grands enjeux mondiaux, occupe une partie importante des activités annuelles de SLAM ainsi que de son travail de sensibilisation et de mobilisation pour de plus justes rapports entre le Nord et le Sud.

Croyant à l'importance de cet événement, le CA souhaitait dresser le portrait de ses points forts mais surtout, de ses points faibles.

Les principales faiblesses soulevées portent sur le faible taux de participation, la collaboration limitée de nos partenaires, la visibilité et le rayonnement sur un territoire restreint, etc. Malheureusement, la discussion n'a pu avoir lieu au CA élargi, faute de temps. Elle a été reprise au CA du mois de mars.

Plusieurs idées en sont ressorties qui, espérons-le, permettront d'améliorer l'organisation de l'événement. Voici l'essentiel des idées émises : faire valoir auprès des organismes et institutions de la région, la notion de responsabilité citoyenne tant locale que globale et par le fait même solliciter leur appui pour organiser

une activité durant les JQSI ou en soutenant nos actions.

La coordonnatrice de SLAM, soutenue par les membres du CA, veillera à mettre en application les propositions lors de l'organisation des JQSI 2011, en effectuant une tournée auprès des regroupements communautaires et des institutions scolaires.

Par Yves Nantel

## STAGE AU GUATEMALA: Deux groupes partiront cette année

Cette année, SLAM a décidé d'organiser deux stages de solidarité au Guatemala.

### Stage dans une communauté maya du Petén

Le premier stage se tiendra comme prévu dans la région tropicale du Petén. Ce sont 7 personnes, toutes des femmes, qui partiront le 1<sup>er</sup> juillet pour 3 semaines. Elles séjourneront 2 semaines à Xela pour des cours de langue espagnole (une étudiante, un professeur, 5 heures par jour, 5 jours consécutifs) à l'école Sakribal. Durant ce séjour, elles habiteront dans une famille et assisteront à quelques conférences et feront des visites de la région.

Puis, ce sera le départ pour le Petén, en fait, pour la communauté d'accueil maya sur la route de La Libertad au cœur d'une forêt tropicale, hélas grandement déforestée.

Les stagiaires vivront au rythme et dans les conditions (ou presque) de cette communauté. Ce sera la partie principale du stage et au cours de laquelle, chacune aura à approfondir un thème pour connaître davantage la réalité de ces paysans et les luttes entreprises pour se développer et vivre un peu plus décemment.

Au retour, des témoignages de solidarité sont prévus auxquels la population sera conviée.

### Stage sur le commerce équitable

Le deuxième stage se fera sur la thématique du commerce équitable de la mi-juin au 7 juillet. Ça fait plus de 10 ans que SLAM fait la promotion de cette forme de commerce entre les pays du Sud et ceux du Nord. Après avoir aussi passé une semaine à Xela pour une immersion de base dans la société guatémaltèque, les 6 stagiaires (3 femmes et 3 hommes) visiteront deux

coopératives de café équitable. La première est un projet récent puisque ce sont d'anciens guérilleros, démobilisés après les Accords de Paix en 1996, qui ont acheté une finca de café et qui, aujourd'hui, la cultive sur le mode de l'équitable. L'autre projet est celui plus vaste d'un organisme communautaire qui regroupe plusieurs centaines d'organismes membres dont une des activités est de soutenir des petits producteurs de café, tous des indigènes mayas qui tentent de prendre en mains leur développement. Les stagiaires séjourneront dans une de ces communautés mayas pour bien comprendre leurs joies, leurs peines et leurs espoirs.

De plus, le groupe a comme mandat de proposer des pistes d'action pour SLAM dans sa promotion du commerce équitable dans la région.

Et déjà, une dizaine de personnes sont dans l'attente d'un stage semblable pour janvier 2012. Avis aux intéressé-e-s, nous pourrions accueillir encore quelques personnes.



## ÉDITION 2010 et 2011

Par Sophie-Isabelle Deschâtelets

À l'automne 2010, SLAM participait à la 14<sup>e</sup> édition des Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI). La thématique « Revoir et repenser le développement » se voulait l'occasion de faire réfléchir la population sur le modèle néolibéral dominant. Les gens ont pu constater l'impasse dans lequel le modèle néolibéral nous plonge actuellement. Par exemple, le nombre croissant de crises qu'il engendre ainsi que ses effets sur l'aide au développement.

Malgré ce constat désolant, il y a de l'espoir et c'est ce qu'ont pu découvrir les participants aux JQSI puisque SLAM leur a donné l'occasion de se familiariser avec les diverses alternatives qui émergent d'un peu partout ici et dans le monde.

### Faits saillants de la 14<sup>e</sup> édition

À l'instar des éditions précédentes, SLAM a bénéficié d'une belle visibilité dans les médias de la région grâce à son porte-parole, l'auteur-compositeur-interprète Ian Kelly.

La programmation régionale proposait 9 activités, tenues dans 5 villes différentes. L'événement a permis de rejoindre directement 1200 personnes. Ce nombre record de participants est en grande partie redevable à Ciné-Groulx qui a ouvert ses portes aux jeunes du niveau secondaire lors d'une projection spéciale. Cette activité a connu un grand succès autant chez les jeunes que chez les enseignantEs.

Une autre activité intéressante fut la conférence au Cégep de Saint-Jérôme de M. Louis Favreau, socio-

logue et professeur à l'Université de Québec en Outaouais (UQO), titulaire de la Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC). M. Favreau a présenté sa conférence sur « Les nouveaux habits de la solidarité internationale ». Son exposé traitait de la notion de développement dans le contexte de la crise économique actuelle et de ses effets sur nos sociétés. La conférence mettait également en valeur les nouvelles stratégies de solidarité qui émergent ici et ailleurs pour faire face aux défis de la mondialisation.

Le moment fort de notre programmation fut la mobilisation éclair au Cégep de Saint-Jérôme et dans le centre-ville de Saint-Jérôme où les gens étaient invités à créer une zone solidaire pendant les 10 jours que durent les JQSI pour permettre l'échange d'idées, de réflexions, de façons de faire et de gestes de solidarité. Une quarantaine de personnes, en majorité des étudiantEs du cégep, ont participé à cette action.

Pendant les JQSI, une tournée des écoles, Maisons de jeunes et organismes jeunesse a été réalisée pour présenter un atelier en lien avec la thématique. C'est environ 600 jeunes qui ont ainsi été sensibilisés au thème du développement.

### À venir pour la 15<sup>e</sup> édition

Les JQSI 2011 ne seront pas en reste avec le thème « L'Engagement citoyen et la démocratie ». Le choix de ce thème n'est pas sans lien avec ce qui se passe actuellement au Canada et à

l'échelle internationale. Il suffit de suivre l'actualité pour constater qu'ici comme ailleurs, le maintien de la démocratie est fragile. Certains pays voient naître d'importants mouvements populaires luttant pour la démocratie, tandis qu'ailleurs on sent un désintéressement de la population.

L'objectif des JQSI 2011 sera une prise de conscience de l'importance de l'engagement citoyen dans le maintien de la démocratie. Comment pouvons-nous changer ce qui nous paraît inacceptable dans le monde d'aujourd'hui, par exemple : la pauvreté, les atteintes aux droits et libertés, la faim, la destruction de l'environnement, etc. ?

Ne manquez pas les détails de notre programmation dans les prochains mois sur notre site web.



Mobilisation éclair au Centre-ville de St-Jérôme

Par Yves Nantel

## SOVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET RÉFORME AGRAIRE AU GUATEMALA

« Par souveraineté alimentaire, on entend le droit des peuples 1) à définir leurs propres politiques alimentaires et agricoles; 2) à protéger et à réglementer la production et les échanges agricoles nationaux de manière à atteindre des objectifs de développement durable; 3) à déterminer leur degré d'autonomie alimentaire et à éliminer le dumping sur leurs marchés. »<sup>1</sup>

### Le point de départ

Au Guatemala, 51 % des habitants vivent des conditions de pauvreté. Parmi ceux-ci, 35,8 % sont considérés « pauvres » et 15,2 % « extrêmement pauvres ». Ce sont principalement les indigènes mayas qui sont concernés. En effet, 75 % de la population indigène vit dans la pauvreté, dont 48 % est « pauvre » et 27 % « extrêmement pauvre ». La pauvreté se retrouve surtout dans le milieu rural où vit la très grande majorité des indigènes mayas (Il faut savoir ici que 60 % de la population guatémaltèque est d'origine indigène).

Nous trouvons une des causes importantes de cette situation en analysant la propriété de la terre au Guatemala. Même si une bonne part des indigènes possède des terres et vit sur des terres, 56,6 % de celles-ci, les plus productives évidemment, sont possédées par 1,9 % des producteurs. D'autre part, 92 % des petits producteurs ne possèdent que 21,9 % des terres, en montagne. Des terres improductives et difficiles à cultiver.

Vivre dans la « pauvreté » signifie ne pas être capable de s'alimenter et de combler ses besoins en vêtements. Vivre dans l'« extrême pauvreté » signifie, au Guatemala, que des familles ne réussissent même pas à se procurer le panier de base en alimentation. Constater que 86 % des agriculteurs vivent dans la pauvreté, c'est réaliser que, même

en vivant des fruits de la terre, la majorité ne dépasse pas la possibilité de s'alimenter et à se vêtir.

Cette situation origine de la dépossession des terres indigènes après la Conquête espagnole de 1524. À ce moment, les conquérants se sont partagé les personnes et les terres. Aujourd'hui, même s'ils ne sont plus « légalement » obligés de travailler pour les descendants des colonisateurs, les indigènes mayas sont confinés sur de petits lopins de terre souvent incultes, en montagne ou dans la forêt tropicale du Petén. Ils sont donc astreints à travailler pour les propriétaires des grandes plantations du Guatemala, étant dans l'impossibilité d'assurer la sécurité alimentaire de leur famille.

Depuis sa création, SLAM tente de soutenir le développement de communautés rurales indigènes ou non indigènes qui vivent dans l'extrême pauvreté. Des paysan-ne-s qui « en arrachent », tentant de sortir de la terre leur subsistance quotidienne. Le maïs et les « frijoles » (*granos basicos*) sont les cultures qui composent la base de l'alimentation. On y ajoute des légumes et des fruits, quelques volailles qui picorent autour des maisons, de l'artisanat, etc. Cependant, une majorité de paysans doivent aller travailler sur les grandes plantations de canne à sucre, de bananes, de café, dans les mines, etc. pour subvenir aux besoins familiaux. Et nous ne parlerons pas des conditions précaires de santé, de l'éducation défaillante, de l'absence d'électricité, du manque d'eau pota-

ble, etc. qui prévalent dans ces communautés.

Comment sortir 57 % de la population, particulièrement les paysans, de la pauvreté ?

### De la sécurité alimentaire à la diversité alimentaire

Les paysans qui vivent dans l'extrême pauvreté peinent à assurer leur sécurité alimentaire en produisant du maïs, des « frijoles » et quelques légumes de base. Ils n'ont ni l'expertise ni les engrais nécessaires pour rendre leurs terres les plus productives possible. Ils n'ont pas de silos pour engranger les grains de base (maïs et frijol) et les protéger contre l'humidité et la vermine d'une récolte à l'autre. Ils n'ont ni l'instruction ni l'argent nécessaires pour s'approprier les technologies nouvelles. Avec les conséquences qui s'ensuivent.

Une des améliorations est d'atteindre la diversité alimentaire. Quand ils peuvent ajouter à leur diète alimentaire du poulet et des œufs, du porc ou encore de la chèvre ou du bœuf, du lait, des légumes et des fruits variés, ils diversifient leur alimentation et peuvent ainsi s'approvisionner en vitamines diverses et maintenir une meilleure santé. Bien souvent, avec la diversité alimentaire, vient la possibilité de produire de petits surplus à vendre sur le marché local et passer de l'extrême pauvreté à la pauvreté.

Nous sommes en 2011 et ces situations d'injustice sociale persistent.

<sup>1</sup>Définition ayant fait consensus au sommet Nourrir notre Monde à Montréal en 2007.

## SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE. ... SUITE

On ne voit pas l'heure de leur disparition.

Ceux qui possèdent les richesses, héritées légalement de leurs parents mais substituées illégalement aux ancêtres des indigènes mayas, se cramponnent désespérément et ne veulent concéder aucun de leurs privilèges. Au Congrès, les blocages systématiques des projets visant une réforme fiscale ou agraire en sont des exemples flagrants.

De même, les tentatives de libéralisation de l'économie (privatisation, traité de libre-échange, maquiladora, etc.) ont toutes abouti à concentrer davantage la richesse dans les mains de la minorité, ne laissant que des résidus aux paysans pauvres isolés sur leur lopin de terre. De plus, cette libéralisation a diminué les capacités des paysans pauvres à subvenir à leurs besoins et au pays à assurer un des droits les plus élémentaires, le droit à l'alimentation. À preuve, la famine qui a sévi l'an dernier dans l'Est du pays, causant plusieurs centaines de décès. Oui, les calamités naturelles sont en partie la cause de cette misère, mais la faiblesse structurelle de l'État l'empêche de changer le cours des choses.

### **Deux conceptions s'affrontent : souveraineté alimentaire ou lois du marché**

Les associations de paysans pauvres et d'indigènes revendiquent une réforme agraire menant à la souveraineté alimentaire comme solution aux inégalités structurelles historiques. Ainsi, un de nos partenaires guatémaltèques, le *Comite Campesino del Altiplano* (CCDA), est un leader de cette revendication.

Partant de la définition mise en exergue au début du texte, le concept de

souveraineté alimentaire impute aux États la responsabilité d'assurer le droit à l'alimentation à ses citoyens. Il s'oppose donc à la conception néolibérale qui laisse agir les lois du marché comme régulatrices de l'économie.

Reportée au Guatemala et à sa situation dramatique à ce niveau, la souveraineté alimentaire commande une réforme agraire importante. Seule une réappropriation de terres pour produire l'essentiel vital garantira la sécurité et la diversité alimentaires aux paysans pauvres. Il s'agirait de permettre à ces derniers d'avoir accès à des terres pour cultiver les aliments de base mais aussi d'accéder à la technologie, au savoir-faire et aux intrants nécessaires pour augmenter la productivité de leurs terres sans les épuiser à terme. La souveraineté alimentaire inclut la sécurité et la diversité alimentaires mais aussi la facilité du commerce intra et inter pays pour que les petits commerçants puissent écouler leurs productions excédentaires, sans avoir à faire face au dumping des pays industrialisés et ainsi aspirer à satisfaire d'autres besoins sociaux.

Actuellement, au Guatemala, c'est l'inverse qui se produit. On assiste à une concentration toujours plus grande des terres aux mains des grands propriétaires. Par exemple, depuis quelques années, on privilégie la production d'éthanol à partir de la palme africaine. Les grandes compagnies offrent d'acheter les terres de paysans, qui y voient à court terme une affaire intéressante; par contre, à long terme, la transaction entrave leur accès à la souveraineté alimentaire.

Il en résulte que le Guatemala est devenu un pays importateur de maïs alors que la culture de cette céréale a toujours été sa spécialité. Et ce sont les États-Unis, à coup de subventions

à leurs paysans, qui viennent concurrencer le maïs guatémaltèque, allant ainsi complètement à l'inverse de la souveraineté alimentaire car le Guatemala s'achemine vers une dépendance alimentaire encore plus grande. Seule l'imposition de tarifs douaniers à l'importation de la part du gouvernement guatémaltèque ainsi que l'aide à l'augmentation de la productivité des petits paysans peuvent stopper ce non-sens.

Faute de progresser vers la souveraineté alimentaire et la promulgation d'une réforme agraire conséquente, les grandes institutions internationales comme la FAO<sup>2</sup> devront intervenir, ou encore des pays comme l'Espagne ou l'Italie avec leurs donations et leurs solutions. Ils assureraient temporairement la sécurité alimentaire de milliers de familles faisant face à la famine. Cependant, ils rendraient encore une fois le pays plus dépendant et affecteraient à nouveau la dignité des paysans et paysannes pauvres, réduits à quêter leur nourriture.

### **Les solutions mises de l'avant par les associations paysannes**

Une réforme agraire au Guatemala permettrait de modifier les rapports de force dans le pays et obligerait les privilégiés à partager une part des richesses acquises illégitimement au cours de l'histoire. On pourrait simplement partager les terres en friche, par exemple. On part de loin. En mars dernier, le CCDA proclamait, lors de son assemblée générale, un gain important obtenu, à savoir la reconnaissance juridique de la possession de leurs terres à 65 paysans et paysannes de l'Altiplano. C'est indubitablement un pas primordial pour accéder et cheminer vers le droit à l'alimentation, vers la souveraineté alimentaire.

<sup>2</sup> FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.



## SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE. ... SUITE

Déjà, le gouvernement guatémaltèque a voté, en 2009, suite à des discussions avec les associations paysannes et indigènes, une « *Política de Desarrollo Rural* » (Politique de développement rural), mais sans budget ni institutions pour l'appliquer. Et l'avant-projet de « *Ley del Sistema Nacional de Desarrollo Rural Integral* » (Loi du système de développement rural intégral), élaborée aussi avec les associations paysannes du pays est prête à être déposée devant le Congrès, attendant d'être votée. Bien que l'*Alianza por el Desarrollo Rural*<sup>3</sup> fasse des pressions pour son adoption, il y a peu de chance que cette loi soit votée avant la dissolution du Congrès, puisque les élections sont

fixées au 1<sup>er</sup> mai prochain. Le processus sera à recommencer.

De plus, l'*Alianza por el Desarrollo Rural* tente actuellement de négocier avec le *Ministerio de Agricultura y Ganadería* (MAGA) un réaménagement du budget du ministère afin de le réorienter sur des politiques davantage structurantes afin de prévenir la crise alimentaire appréhendée.

Soulignons enfin que notre projet de coopération avec le CCDA, tout en visant à renforcer la sécurité et la diversité alimentaires, veut permettre au CCDA d'implanter des pratiques cheminant vers la souveraineté alimentaire. Les associations de paysans du Guatemala considèrent

que seule la souveraineté alimentaire assurera le droit à l'alimentation et rétablira un tant soit peu les inégalités sociales dans ce pays.

<sup>3</sup> *Alianza por el Desarrollo Rural* est une coalition d'organisations paysannes ou de soutien aux organisations paysannes dont le Comité Campesino del Altiplano (CCDA), le Comité de Desarrollo Campesino (CODECA), la Coordinadora Nacional de las Organizaciones Campesinas (CNOOC), Coordinadora de ONG y Cooperativas (CONGCOOP), etc.

Par Alain Bellemare

## PRINTEMPS ARABE

### QUESTIONS À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

#### QUELQUES CONSIDÉRATIONS SUR LE PRINTEMPS ARABE

Il y eût d'abord le peuple tunisien. À la suite du suicide public et médiatisé d'un jeune marchand victime d'acharnement bureaucratique, le peuple tunisien envahit les rues et exige plus de pouvoir. Sauf quelques organisations syndicales, à peu près aucune organisation politique représentative du peuple n'a résisté aux décennies de dictature. C'est un soulèvement spontané et inorganisé qui surprend tout le monde, peut-être les Tunisiens eux-mêmes.

Et qui dure. Malgré l'offre —qu'on connaîtra seulement plus tard— faite par une ministre française au président Ben Ali de lui fournir certains « services spécialisés » de la République, l'armée tunisienne n'intervient pas contre le peuple pour défendre le régime en place.

Après quelques semaines de suspense, le dictateur s'enfuit. Victoire du peuple tunisien qui remplit de joie les démocrates du monde et d'espoir les populations arabes de nombreux autres pays même si, vu le faible degré



d'organisation des Tunisiens, nul ne sait jusqu'où ira cette révolution, ni même s'il s'agit bien d'une révolution. Mais on peut raisonnablement supposer qu'après un tel fait d'armes, le peuple tunisien n'acceptera pas un retour en arrière.

Dans d'autres pays à population arabe, on suit de près les événements et en quelques semaines les Égyptiens

prennent le relais. Ils veulent eux aussi se débarrasser d'un dictateur en place depuis des décennies et principal ami des gouvernements occidentaux dans la région, Israël excepté bien entendu. En Égypte aussi, le peuple — tout le peuple ?

Sans doute pas plus que dans n'importe quel mouvement de cette envergure (et surtout pas dans un pays où on achète les complicités et on cultive la peur depuis tant d'années), mais des hommes et des femmes, des musulmans et des chrétiens, des jeunes et des moins jeunes, des entrepreneurs, des cadres, des intellectuels et des gens de condition précaire— prend la parole et ne veut pas se satisfaire de moins que le départ du dictateur.

Comme en Tunisie quelques semaines plus tôt, suspense.

## PRINTEMPS ARABE... SUITE

Angoisse et espoir pour tous les démocrates du monde, arabes et autres. Beaux moments de solidarité des cœurs qu'on entend dans les lignes ouvertes de nos radios, qu'on lit dans nos journaux. En Égypte non plus, l'armée n'interviendra pas contre le peuple mais ce n'est qu'après plusieurs jours de conciliabules à Washington entre les généraux égyptiens et le gouvernement US que cette armée, qui reçoit un milliard et demi de dollars chaque année, prend enfin une position claire. On peut imaginer toutes sortes de chorégraphies dans l'intense ballet diplomatique qui se joue dans les chancelleries occidentales, israélienne et arabes ; toutes sortes de choses sauf celle-ci, que l'une quelconque de ces puissances est prête à laisser se développer ce soulèvement sans tout faire pour le contrôler.

Pour ces pouvoirs politiques et économiques, les choses allaient assez bien avec Moubarak ; on pouvait même faire torturer dans ses geôles les prisonniers dont on ne voulait pas se charger soi-même ! Mais bon, puisque Moubarak n'est plus capable de contrôler son peuple, il ne pourra pas non plus défendre nos intérêts. Tâchons au moins d'assurer une transition ordonnée jusqu'à ce qu'on trouve un nouveau cheval plus apte à gérer la nouvelle situation. Et quelle sagesse nous avons eue de nous payer la fidélité de cette armée depuis les Accords Camp David !... La sortie de cette période de transition gérée par l'armée répondra-t-elle aux vœux de la population ? Comme en Tunisie, nul ne peut le prédire, mais ici aussi le peuple s'est fait entendre fortement et on peut penser qu'il sera difficile de lui imposer un retour en arrière.

Durant ce temps, les médias nous rapportent que des mouvements

populaires agitent le Yémen, le Qatar, la Jordanie, même la Syrie.

Mais tout à coup, c'est la Lybie qui occupe les manchettes. Cette fois les manifestants sont armés, ce qui n'était pas le cas en Tunisie et en Égypte. Au début, comme ailleurs, le dictateur en poste conjugue discours sur le mode «Je vous ai compris», et menaces de répression.

Mais contrairement à ce qui s'est passé ailleurs, il choisit assez rapidement la répression brutale de l'insurrection. Au moment d'écrire ces lignes, on est là-bas dans ce qu'il faut appeler —de notre point de vue éloigné et peu informé— une guerre civile. D'un côté on a une armée, une police et des forces de sécurité au service d'un clan dirigé par Kadhafi qui exercent un contrôle très serré et très répressif du peuple libyen depuis quarante-deux ans. De l'autre côté, des forces moins organisées, moins armées, qui se disent populaires mais qui mettent à la tête de leur gouvernement intérimaire plusieurs personnages auparavant aux services de Kadhafi, dont l'ancien ministre de l'intérieur, c'est-à-dire celui qui avait la responsabilité de la répression, des arrestations politiques, des interrogatoires et des châtiments musclés !

Et soudain, alors que selon nos médias les insurgés demandaient depuis le début qu'on n'intervienne pas dans leur « révolution », voilà que les mêmes insurgés, toujours selon nos médias et sans qu'on sache vraiment de qui il s'agit, supplient les puissances occidentales d'envoyer sinon leurs armées, au moins leurs avions, leurs bombes et leurs missiles. **En l'espace de quelques jours, ceux et celles qui voudraient savoir à qui on a affaire avant de se prononcer et bien sûr ceux et celles**



**qui refusent par principe l'ingérence dans les affaires internes d'un pays souverain ont l'air d'être sans cœur, insensibles aux souffrances d'innocentes victimes.**

Voilà le message global qu'une personne un tant soit peu à l'écoute des actualités internationales a reçu comme message global depuis fin décembre à propos du printemps arabe. Voilà en tout cas, de façon très synthétique, ce que moi j'ai retenu. Comme les autres démocrates, j'ai été heureux que des peuples si réprimés et silencieux de puis si longtemps, se lèvent et luttent pour leur liberté et l'amélioration de leur sort. Et comme eux j'ai craint que ces mouvements soient étouffés ou se satisfassent de miettes lâchées à contrecœur par les régimes en place.

**Je n'ai pas pensé, comme certains et certaines d'entre nous qu'une intervention de «nos» armées pourrait être souhaitable encore moins qu'une telle intervention pourrait être un devoir de la solidarité internationale. Mais je comprends qu'on puisse penser ainsi. Je crois cependant que ce serait là en réalité un abandon de la solidarité internationale et un reniement de ses principes.**

En effet, si je fais un effort de concentration et de mémoire, je me rends vite compte que 1° l'Occident n'intervient pas (en fait aucun pays ne le fait, mais c'est l'Occident qui prétend intervenir pour de nobles

## PRINTEMPS ARABE... SUITE

idéaux moraux) lorsque ses intérêts ne sont pas directement en jeu ou lorsque le régime en place sert ses intérêts : pas d'intervention en Indonésie (Timor oriental), ni au Sri Lanka (Tamouls), ni au Rwanda, ni au Congo, etc. ; et 2° que lorsque l'Occident intervient, c'est qu'il juge avoir des intérêts à défendre et ces intérêts ne sont pas la liberté et la démocratie : Nicaragua sandiniste, Guatemala des généraux, Salvador des années '70 et '80, (je ne mentionne ici que les cas connus plus ou moins directement par SLAM. Il y en a évidemment beaucoup d'autres).

Alors, c'est bien d'intervenir en Lybie ? dans d'autres pays éventuellement lorsque quelqu'un jugera que les droits humains seront suffisamment attaqués ? Ça risque de survenir plus rapidement que prévu après ce que l'Otan fait en Lybie. Mais *qui* jugera ? Qu'est-ce qu'une attaque *suffisante* contre les droits humains ?

Pour moi les choses ne sont pas si claires. Et il me semble qu'elles ne sont pas si claires dans les mouvements de solidarité internationale.



### QUELQUES QUESTIONS POUR GUIDER LES MOUVEMENTS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DANS LE DÉBAT SUR LE DROIT D'INGÉRENCE HUMANITAIRE

Je crois qu'il y a quelques questions que nous devons aborder sérieusement dans la solidarité internationale et à SLAM.

Et même si les interventions actuelles ont lieu loin de la région

privé de notre action solidaire, même si SLAM est une très petite ONG, un retour sur notre histoire peut nourrir notre réflexion. Car SLAM a déjà rencontré dans son histoire la question de l'intervention militaire et celle de la position à adopter par la solidarité internationale dans un tel contexte.

C'est au Nicaragua que SLAM a commencé à intervenir en Amérique centrale il y a plus de vingt-cinq ans. Ce pays s'était libéré depuis à peine cinq ans de la dictature somoziste mise en place dans les années '30 par les USA et appuyée par ces derniers jusqu'en 1979. Mais malgré la victoire du peuple nicaraguayen, les USA continuaient à intervenir : ils subventionnaient et entraînaient les forces «*contras*», ils subventionnaient les forces réactionnaires catholiques rassemblées autour de l'Archevêque, puis cardinal, Obando y Bravo, etc

Les ONG devaient choisir. SLAM choisit, comme la majorité des ONG de l'époque, le camp des forces sandinistes. C'était une intervention dans les affaires intérieures d'un pays étranger, nous prenions parti dans une dispute entre Nicaraguayens, mais nous le faisons en ayant une connaissance réelle des enjeux et des forces en présence. Nous étions en contact direct avec des personnes et des groupes représentatifs. Nous n'appuyions pas n'importe quel groupe proférant le mot «liberté». Si tel avait été le cas nous aurions pu aussi bien appuyer Obando, les exilés nicaraguayens de Miami et même les «*contras*», qui tous modulaient les termes «liberté» et «démocratie», avec un talent démagogique très efficace dans tous les médias importants d'Amérique du Nord.

Ce fut la même chose pour notre intervention au Guatemala. Les premiers contacts que SLAM a établis avec des organisations guatémaltèques le furent peu après l'époque des grands massacres.

Après la destruction de plus de 400 villages dans un véritable plan génocidaire, l'armée guatémaltèque développait alors son programme de *pôles de développement et de villages modèles* (sortes de camps de concentration). Les campesinos, les syndicalistes, les politiques progressistes, les prêtres et les catéchumènes progressistes, les Mayas, étaient enlevés, torturés, assassinés.

Des villages entiers étaient peuplés presque uniquement de femmes et d'enfants (les hommes tués, en fuite dans la montagne ou ayant rejoint la guérilla). Là aussi, il fallait faire un choix. D'autres ONG, certaines églises, choisissaient de ne pas choisir entre les camps en présence. Nous sommes là pour aider, nourrir et soigner, nous ne nous ingérons pas dans les questions politiques, semblaient-ils dire.

D'autres ONG, dont SLAM, pensaient différemment. Nous voulions être solidaires de ceux et celles qui travaillaient et luttait pour la liberté, l'émancipation et le bien-être du peuple guatémaltèque, souvent au péril de leur vie. **Mais jamais nous n'avons songé à les faire libérer par l'armée canadienne ou d'autres armées étrangères. Eux non plus d'ailleurs.**

Cela fait partie de l'histoire de SLAM. Et cela peut peut-être nous aider à ne pas perdre notre chemin dans les débats qui traversent la solidarité internationale et la gauche, ou que la gauche et la solidarité internationale cherchent à éviter depuis des années.

## PRINTEMPS ARABE... SUITE

Et ce n'est pas hasard si nous peinons souvent à y voir clair car des choses importantes ont changé.

Mais pour le temps présent, je dirais que trois thèmes devraient retenir notre attention et susciter notre réflexion, honnête et sans concession à la facilité et au confort moral <sup>1</sup>

Premier thème. **Lorsque nos armées interviennent à l'étranger, au nom de qui et de quoi interviennent-elles ? En notre nom, citoyens et citoyennes du Canada ? Au nom de la solidarité entre les peuples ? On ne peut répondre par un oui sérieux à ces questions.** Pourtant quand nous appuyons l'intervention de «notre» armée dans un conflit, nous agissons comme si nous étions les commandants en chef de cette armée et que les soldats et officiers sur le terrain allaient suivre nos ordres et respecter nos scrupules moraux avant d'obéir à leurs généraux et ceux de l'OTAN.

Deuxième thème. Si les armées occidentales peuvent intervenir un peu partout sur la planète (en fait seulement dans les pays plus faibles et avec une culture différente) sans être trop en butte à des accusations de

<sup>1</sup> Ces thèmes se sont imposés à moi à la suite de la conférence prononcée par Jean Bricmont en ouverture du colloque organisé par Échec à la guerre l'automne dernier. Ils sont développés dans son livre *L'impérialisme humanitaire*, éd. Lux, Paris, 2006.



racisme et de néo-colonialisme, c'est que depuis une vingtaine d'années on a introduit une nouvelle notion dans le droit international : **le droit d'ingérence humanitaire. Selon cette notion érigée en droit, si on «juge» que des droits humains sont bafoués dans un pays souverain et que le régime de ce pays ne montre pas de volonté ou de capacité à défendre ces droits, la justice non seulement permet mais exige que de l'extérieur on aille défendre ces droits, par les armes s'il le faut. Qui juge le déni de ces droits ?**

En principe, c'est le Conseil de sécurité de l'ONU (composé, comme chacun sait, de cinq ardents défenseurs « permanents » des droits humains) mais on a vu qu'on peut se passer de sa permission (Irak) ou interpréter très largement ses résolutions (Afghanistan). On peut aussi déléguer (et on le fait assez généralement), la responsabilité et la direction des opérations sur le terrain à une organisation comme l'OTAN qui tout à coup obtient le statut de neutralité des casques bleus de l'ONU.

Dans tous ces cas, le contrôle effectif de l'intervention échappe à la communauté internationale. Et des forces à l'extérieur des États dominants apprennent aussi à utiliser ce nouveau « droit ». Le discours des insurgés lybiens en est un dernier exemple.

Troisième thème. Ce que Jean Bricmont appelle «l'effet barricade». C'est le nom que Bricmont donne à un phénomène accompagnant sans doute toute invasion. **Si un territoire est envahi et occupé par une armée étrangère, cela nourrit fatalement du ressentiment et de la haine dans au moins une partie du peuple subissant l'occupation.** Et peu importe les motivations et même le comportement de la puissance occupante. Pour illustrer ce thème, je propose d'imaginer le Québec des années '50 envahi par l'armée canadienne ou américaine pour libérer de Duplessis les syndicalistes, les intellectuels, les femmes...

Je crois que ces réflexions sont nécessaires. Que si nous ne les entreprenons pas, nous demeurerons dans l'inconfort actuel.

Solidarité  
Laurentides  
Amérique  
centrale



712, rue Saint-Georges  
Saint-Jérôme, Qc.  
J7Z 5C6

Téléphone: (450)569-6470

Courriel: info@slamlaurentides.org

www.slamlaurentides.org

ACTIVITÉ À SURVEILLER

MAI

LA QUINZAINE DU COMMERCE ÉQUITABLE DU 1ER AU 15 MAI 2011

Plusieurs activités prévues dans la région des Laurentides. Surveillez la programmation sur le site de SLAM: [www.slamlaurentides.org](http://www.slamlaurentides.org)

